A l'issue de la manifestation contre l'austérité, lors du rassemblement organisé par la Confédération européenne des syndicats (CES), le bloc "european spring", qui rassemblait diverses associations européennes contre l'austérité, a organisé une assemblée à 15h. A l'issue de celle-ci, les militants ont décidé d'une action symbolique contre l'austérité, à savoir occuper la Direction Générale Finances de la Commission européenne, située non loin du Cinquantenaire où se tenait le rassemblement.

Une petite centaine de personnes sont donc rentrées dans le bâtiment, de manière tout à fait pacifique. L'action a d'ailleurs été très bien accueillie par les employés présents. Les militants ont ensuite tenu une assemblée populaire dans la cafétéria de la Direction Générale Finances, au cours de laquelle ils ont partagé les témoignages d'austérité des différents pays représentés. Au terme de cette assemblée, sur demande de la police, la décision a été prise de sortir du bâtiment. Au moment où les militants voulaient sortir, ils ont été témoins de violence policière: deux policiers étaient en train de frapper une personne à l'extérieur. Ils sont ensuite sortis, et se sont retrouvés encerclés par plus d'une centaine de policiers. Il y avait une autopompe. Rappelons que les manifestants étaient toujours pacifiques !

Les policiers ont ensuite exigé que 25 personnes se dénoncent pour être arrêtées, sans quoi ils arrêteraient toutes les personnes présentes. Prétexte: le bâtiment aurait subi "des dégradations matérielles" (il y aurait eu des graffitis sur un mur). Les militants refusant de jouer ce jeu et entonnant chants et slogans ("arrêtez la Troïka, pas nous", "police partout, justice nulle part", ...), les policiers ont alors arrêté une trentaine d'entre eux au hasard. Parmi les personnes arrêtées, nos camarades des JAC (Jeunes anticapitalistes), de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) et de l'OKDE-Spartakos (organisation-soeur de la LCR en Grèce). Ils ont laissé partir les autres sans explication, sans leur dire où ils emmenaient les personnes arrêtées.

Nous apprenons à l'instant que les personnes arrêtées ont dû donner leurs empreintes digitales et qu'ils ont été photographiés. Nous craignons donc des poursuites judiciaires ! Sans compter les risques d'amendes...

Une fois encore, nous constatons que la seule réponse des autorités, face à l'expression légitime et pacifique des citoyens, est la répression.
Violence, arrestations, amendes, poursuites judiciaires,... Nous refusons ce muselage de la liberté d'expression par la force et la violence.
La manifestation prévue demain contre la répression et la violence policière est indispensable pour rappeler notre droit fondamental à nous exprimer,
Soyons nombreux !

Les JAC et la LCR, Bruxelles, 14 mars 2013.

www.anticapitalisme.be
www.lcr-lagauche.be
contact presse : 0472 57 84 67

© photo Dirk Cosyns

Voir aussi ci-dessous la vidéo de cette action :

Your browser does not support iframes.